



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 05

Groupeement enseignement général

CDT
Antoine CESARI
D1

Fiche de stratégie

- OBJET : sujet n° 3/ depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit elle à la lutte contre la prolifération ?

Pour prendre l'exemple de la France, on évoque parfois une absence de débat sur les questions nucléaires notamment depuis le début de la guerre froide. Cette affirmation est exagérée. Trois grands débats publics ont eu lieu en France au cours de la dernière décennie(modernisation des armes et essai nucléaires en 1993-1995, ultimes essais en 1995-1996 et enfin en 1997, la vive question du concept stratégique franco allemand.

Aussi, peut on penser que, depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit à la lutte contre la prolifération ?

De fait la stratégie nucléaire ne se réduit pas à la lutte contre la prolifération car d'une part la logique technique ou comptable de cette dernière ignore des menaces qui existent toujours même en cas de réussite totale de celle-ci et d'autre part, la seule non prolifération ne peut répondre aux « vrais-faux » nouveaux débats qui augmentent considérablement le champ de réflexion des stratégies nucléaires.

Le théorème de base de toute réflexion nucléaire semble être uniquement la non prolifération car le contexte de nouvel ordre mondial où l'ONU et les Etats-Unis se chargent de solutionner des crises non nucléaires apparaît satisfaisant à de nombreux analystes pour éradiquer les tensions dans les relations internationales

Tout d'abord la disparition de la menace soviétique semble avoir rendu obsolète la menace d'une attaque directe contre les sanctuaires nationaux.

Les déclarations sur la volonté de stopper la prolifération verticale, d'ailleurs antérieures à la chute de l'URSS, semble aussi la préoccupation majeure actuelle (fin des essais). Aussi si l'on stoppe de surcroît la prolifération horizontale, les pays dotés de l'arme nucléaire seraient assez stables pour ne pas générer des situations de crises.

Cette stabilité semble d'autant plus liée à la non prolifération que les pays qui souhaitent accéder à l'arme nucléaire ne sont pas considérés par les grandes puissances nucléaires comme des partenaires fiables : Iran, Corée du Nord

Tout se passe comme si une priorité du court terme aveuglait les analystes, L'abandon des recherches nucléaires par l'Afrique du sud le Brésil l'Argentine donne du crédit à cette analyse visant, de manière assez idéologique d'ailleurs, à un règlement des conflits par l'abandon des armes les plus dangereuses et la coopération angélique..

Cependant la logique technique ou comptable de la non prolifération ne réduit pas le champ de la stratégie nucléaire car des menaces existent toujours même en cas de réussite totale de celle-ci.

Ainsi, outre les déclarations de bonnes intentions, la prolifération verticale en terme d'efficience se poursuit dans les pays dotés de l'arme nucléaire (en France missile M51, moyens de simulation)

En effet sur le long terme, l'arme nucléaire reste la garantie indispensable face aux risques d'agression de la part de puissances majeures. La logique du faible au fort est toujours d'actualité pour de nombreux pays dont la France.

En outre, la logique comptable et technique de la non prolifération ne prend pas en compte les risques liés à une perte de stabilité politique ou une orientation politique extrémiste de pays dotés de l'arme nucléaires et dits stables actuellement (Pakistan, Russie, Chine.....)

Enfin, cette logique ne prend pas en compte (si ce n'est en terme d'obtention de moyens) de nouveaux centres de puissance non étatiques terroristes (qu'ils soient politiques ou criminels). Pourtant la logique du « fou au fort » peut exister ou celle de « l'organisation rationnelle non étatique au fort ». Quelle stratégie adopter dans ces cas si les victimes ou « intérêts vitaux » se dénombrent en dizaines de milliers de nationaux

De plus, la seule non prolifération ne peut répondre aux « vrais-faux » nouveaux débats qui augmentent considérablement le champ de réflexion des stratégies nucléaires

Le débat sur le type de réponse nucléaire reste d'actualité

L'exemple de la composante aérienne notamment permet de disposer d'une capacité de frappe adaptée visible bien distincte de la frappe massive et poursuit l'idée de « l'ultime avertissement »

L'emploi tactique du nucléaire a été envisagé pour déloger les terroristes de leurs grottes - refuges en AFGHANISTAN. Les contraintes budgétaires rendent aussi très vifs les débats entre panoplies classiques et panoplies nucléaires.

Le débat sur le type de menaces qui déclencheraient le feu nucléaire reste entier.

Les menaces par les armes dites de destruction massive dites du pauvre (armes chimiques ou bactériologiques) autorisent-elles le feu nucléaire ?

Le libre exercice de la souveraineté d'un état, les liens internationaux de plus en plus intégrateurs notamment au niveau militaire (Union Européenne, OTAN) sont-ils des éléments déclencheurs d'un hypothétique feu nucléaire ?

Le débat sur les « intérêts vitaux » est toujours aussi complexe.

La notion même d'intérêts vitaux est particulièrement sujette à débats. Ne pas les définir précisément fait partie de la dissuasion ; le fait de sous-entendre qu'ils sont communs à plusieurs nations (France Grande-Bretagne, France Europe, Etats-Unis Europe) change la donne en terme de maîtrise de destin national. Le lien étroit et essentiel en terme de crédibilité entre les moyens et la volonté de les engager est-il toujours aussi fort lorsqu'un ex-président français a déclaré qu'il n'aurait certainement pas utilisé le feu nucléaire ?

Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire ne se réduit donc pas à la lutte contre la prolifération. La stratégie nucléaire est encore au cœur des préoccupations des responsables politiques mondiaux (Etats, Organismes Internationaux, Organisation non Gouvernementales) car d'une part la logique technique ou comptable de cette dernière ignore des menaces qui existent toujours même en cas de réussite totale de celle-ci et d'autre part la seule non-prolifération ne peut répondre aux « vrais-faux » nouveaux débats qui augmentent considérablement le champ de réflexion des stratégies nucléaires.

Ces dernières n'ont pas encore répondu à la question de savoir à qui s'adresse la dissuasion et auquel Sir MICHAEL QUILAN l'un des principaux experts britanniques avait répondu « to whom it may concern » (à qui de droit).